

Economie des langues et intégration régionale dans la zone CEPGL-CEA¹

Emmanuel Nikuze

Institut de Recherche Scientifique et Technologique, Rwanda

nikuzemmanuel@yahoo.fr



Synergies Afrique des Grands Lacs n° 2 - 2013

pp. 83-98

Reçu le 10-09-12, accepté le 15-11-12

Résumé : Linguistiquement et culturellement diversifiée, la zone CEPGL-CEA est aussi l'une des plus importantes en Afrique en termes d'échanges économiques et des richesses naturelles qu'elle regorge. Pourtant, les politiques d'intégration ne semblent pas faire cas des potentialités humaines et économiques liées au multilinguisme ; au contraire, la tendance est à l'uniformisation linguistique qui ne voit qu'en l'anglais la seule langue d'ascension économique et technologique. Or, il existe non seulement des preuves que l'anglais bat en retraite dans un certain nombre de domaines d'importance mondiale, mais aussi des avantages économiques et commerciaux attachés à la maîtrise des langues régionales économiquement stratégiques, et à l'utilisation concomitantes de ces dernières sur l'étendue de cette zone et au delà. Partant du concept de valeur marchande des langues, nous avons montré que la diversité linguistique de la région a une valeur économique réelle, ce qui appelle à une remise en cause des choix actuels en matière de politiques linguistiques. Cette étude ouvre enfin les pistes de réflexion sur le rôle des institutions académiques de la région dans le développement d'un plurilinguisme stratégique pouvant accélérer le processus d'intégration régionale.

Mots-clés : économie de la langue, intégration régionale, plurilinguisme, uniformisation linguistique, valeur marchande.

Economics of Languages and Regional Integration in EAC and CEPGL zone

Abstract: Linguistically and culturally diverse, the CEPGL-CEA area is also one of the largest in Africa in terms of economic exchanges and abundant natural resources. However, current integration policies do not realize the human and economic potential related to multilingualism; on the contrary, there is a trend towards linguistic standardization where English is regarded as the only language favourable to economic growth and technological advances. Nevertheless, not only is there evidence that English language is regressing in a number of areas of global importance, but also a good command of regional strategic languages and the use of the latter throughout the whole region and beyond constitute a compelling economic and commercial advantage. Based on the concept of market value of languages, it is argued that the linguistic diversity of the region has a real economic value, which calls for a reconsideration of current language policies orientations. Further, this study opens up an area for reflection on the role of regional higher learning institutions in the development of a strategic multi/plurilingualism that can fast track the ongoing process of regional integration.

Key words: economics of language, linguistic standardization, market value, plurilingualism, regional integration

Introduction

La zone linguistique qui comprend les Etats membres de la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) et de la Communauté Est-Africaine (CEA) est réputée pour sa diversité linguistique et culturelle. Malheureusement cette diversité a toujours été négativement perçue et entachée de préjugés qui émanent de l'époque coloniale. Le plurilinguisme est vu comme une cause de coûts inutiles (Bamgbose, 2011 : 2) et perçu par d'autres comme un facteur de désunion (Bamgbose, 2011 : 2 ; Ouane & Glanz, 2010 : 18). En fait, le plurilinguisme africain est dans la plupart des cas associé au pluri-ethnisme, deux données sociales qui ont été exploitées à des fins perverses par les acteurs politiques mal intentionnés dans plusieurs Etats africains. C'est entre autres ce « mythe divisionniste » du multilinguisme qui a poussé certains Etats africains comme le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda à se montrer réticents à conférer un quelconque statut d'officialité aux langues maternelles. C'est ainsi que la Tanzanie a choisi une uniformisation linguistique en élevant une langue de la côte (le Swahili) au statut de langue officielle et nationale au détriment des 135 langues vernaculaires plus ou moins importantes. La swahilisation du pays était considérée comme une condition nécessaire dans la politique d'intégration sociale et culturelle (*ujamaa*) promue par Julius Nyerere depuis l'indépendance (Chebet-Chonge, 2012 ; Wangwe 2005).

Ces dernières décennies, l'hégémonie naguère exercée par le swahili a progressivement cédé la place à l'anglais. La marginalisation des langues maternelles au profit d'une *lingua franca* jugée neutre a certainement contribué à l'expansion de l'anglais et à la cristallisation de l'idéologie du *tout-à-l'anglais* qui confond la compétence en anglais avec l'éducation, la connaissance, la civilisation, la technologie et le développement (Mugeta Neke, 2003 :3). Née sous l'initiative de ces trois pays sous sphère d'influence anglaise, la CEA n'a pas échappé à ce travers. Même la dernière expansion du bloc qui a vu l'intégration du Rwanda et du Burundi n'a pas modifié cette donne. Pour le moment, l'hégémonie de l'anglais s'impose même pour ces pays historiquement francophones et qui ont des liens socio-économiques et linguistiques avec la RDC à l'Ouest. Cette nouvelle configuration linguistique a des effets profonds qui pèsent sur l'enseignement à tous les niveaux, mais particulièrement sur l'enseignement supérieur. Par exemple, si le Rwanda s'est rapidement mis à la langue de Shakespeare, le Burundi devra fournir beaucoup d'efforts pour utiliser l'anglais de façon confortable.

De fait, il semble que la CEA-CEPGL est en train d'adopter une politique d'uniformisation linguistique en anglais qu'on essaie de justifier par des arguments de type économique (rôle de l'anglais dans la mondialisation économique et technologique), qui est pourtant incompatible avec le rêve d'une intégration allant jusqu'au niveau de fédération politique, sociale et culturelle. Le but de cette étude n'est pas d'explorer les arrières-plans idéologiques de ce discours qui empêche les décideurs d'apprécier les langues africaines à leur juste valeur au profit d'une langue jugée commune (*lingua franca*) alors que dans la majorité des cas, elle est comprise par pas plus de 20% de la population (Bamgbose, 2011 : 2). En revanche, nous nous attachons à démontrer qu'il existe de bonnes raisons de

croire qu'à part l'anglais, d'autres langues stratégiques utilisées dans la région ont une valeur économique réelle et que l'intégration régionale s'en trouvera renforcée en les intégrant dans une politique linguistique régionale. Nous pensons que, si mal guidée, la diversité linguistique peut entraver l'unité et l'intégration régionale, une politique linguistique ensembliste et cohérente peut en faire un facteur d'intégration important.

Guidée par cette hypothèse, nous nous donnons pour tâche d'étudier la place du plurilinguisme dans le processus d'intégration dans la perspective de l'économie de la langue telle que définie par François Grin (2002). Selon cet auteur, cette discipline relativement nouvelle « *relève du paradigme de l'économie théorique et applique les concepts et les instruments usuels des sciences économiques dans l'étude de relations où apparaissent des variables [...] linguistiques ; elle s'intéresse particulièrement, mais pas exclusivement, aux relations dans lesquelles les variables traditionnelles économiques jouent également un rôle* » (Grin, 2002 : 14). Son utilité principale « *réside dans sa capacité de formuler, de documenter et de comparer des options : donc d'aider à la prise de décision* » (Grin, 2002 : 12). Pour jeter les bases de cette analyse, commençons par mettre en exergue certaines considérations linguistiques du processus d'intégration régionale et le rôle de l'enseignement supérieur dans l'accompagnement de ce processus.

1. Contraintes linguistiques de l'intégration régionale au sein de la CEA-CEPGL

Espace plurilingue par excellence, la zone CEA-CEPGL est aussi un espace des activités commerciales entre plusieurs communautés linguistiques. Or, la théorisation sur la place de l'ensemble de langues de cette région dans les activités économiques est relativement récente (Karangwa, 1995, Kishe, 2004 ; Ntakirutimana, 2002 ; Rosendal, 2010). Beaucoup de chercheurs se contentent d'une vision stéréotypée et trop simpliste qui ne considère qu'une ou deux langues commerciales, le swahili et l'anglais notamment.

La CEA a adopté une feuille de route du processus d'intégration dont le niveau culminant est la fédération politique, un objectif exceptionnel si l'on se rappelle qu'elle est la première à envisager un niveau d'intégration aussi poussée. Une série d'accords a déjà débouché sur la création d'une union douanière et d'un marché commun ; les négociations en cours sur l'union économique et monétaire doivent se traduire en accords avant fin 2012. Or, même au niveau aussi limité que celui de marché commun, la libre circulation des hommes et des facteurs de production à l'intérieur de la communauté serait difficile si les pays concernés n'adoptent pas un cadre commun de gestion des politiques linguistiques. Car qui dit circulation des hommes dit aussi échanges linguistiques, sans lesquelles la communication serait impossible. Quant à la circulation des biens et des capitaux, en définitive, elle est tributaire de la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée dans le pays d'accueil. La dimension communicative des cadres n'est pas à négliger à ce niveau ; il faut que le personnel ait des compétences communicatives dans les langues des partenaires et des clients de l'entreprise (en amont et en aval). En effet, les activités commerciales

internationales et les longues distances que les marchandises doivent parcourir exigent la maîtrise de plusieurs langues. La maîtrise des langues favorise l'échange avec des clients potentiels sur les produits, facilite les opérations commerciales et augmente confiance en affaires.

Par ailleurs, la politique linguistique actuelle qui privilégie l'anglais n'est pas de bon augure pour les pays comme le Burundi et le Congo qui, à des degrés différents ont des liens avec la CEA. Ainsi, dans le cas du Burundi par exemple, on peut redouter que l'unilinguisme anglais soit un facteur défavorable dans les négociations politique et économiques au sein même de la Communauté. Le pays devant toujours négocier dans une langue qu'il vient à peine d'introduire dans le cursus scolaire, les membres des délégations peuvent se trouver désarmés et incapables de défendre leur position dans certains dossiers sensibles. Par exemple, avant l'officialisation de toutes les langues nationales des nations membres de l'Union Européenne, les pays de l'Europe de l'Est se heurtaient à ce problème de barrière linguistique dans les négociations surtout économiques, ce qui leur valait des pertes considérables.

Envisager une intégration politique et sociale, voire culturelle d'une région aussi linguistiquement et culturellement diversifiée en se fiant uniquement sur une langue qui n'est comprise que par une minorité de la population et en fermant la porte aux autres langues est une entreprise difficile à réussir. C'est ainsi que le processus d'intégration régionale de la zone CEA-CEPGL exige une politique d'enseignement des langues bien pensée. L'université étant le cadre privilégié de production de savoirs, de cadres et de techniciens dont a besoin le bloc pour continuer à sa lancée, il faut que les politiques linguistiques qui sous-tendent l'enseignement des langues et les langues de transmission des savoirs soient revisitées pour refléter la réalité. Dans la section suivante, nous discutons des travaux en faveur de la valorisation des langues africaines dans le contexte de l'enseignement.

2. Rapport entre éducation plurilingue et développement

La tendance à utiliser l'une ou l'autre langue européenne comme medium d'instruction est généralisée en Afrique, et nulle part ailleurs qu'en Afrique (Ouane & Glanz, 2010 : 5). L'anglais et le français sont les principales langues utilisées dans les systèmes éducatifs des pays de la CEA et CEPGL. Le français est utilisé comme langue officielle et langue d'instruction en RDC, au Burundi et au Rwanda avant 2009. Quant à l'anglais, il est la langue officiel et medium de l'instruction dans l'ancien trio de la CEA (Tanzanie, Kenya, Ouganda) et au Rwanda depuis quelques années. Les changements politiques en cours depuis les années 1990 en Afrique des Grands Lacs et la récente adhésion du Burundi et du Rwanda à la CEA ont incontestablement élargi la sphère d'influence de la langue de Shakespeare dans cette région de l'Afrique. Considérant l'anglais comme langue d'intégration dans la CEA, les pays comme le Rwanda ont rapidement agi en faisant de l'anglais la seule langue d'instruction de l'enseignement primaire à l'université (Nogic, 2009 ; Republic of Rwanda, 2008). En quoi cette pratique est-elle défavorable à la démocratisation des savoirs et au développement régional ?

La littérature sur la place et le rôle des langues européennes (le français et l'anglais notamment) en Afrique et dans les politiques éducatives de ce continent est abondante (Brock-Utne et al (eds)., 2010 ; Brock-Utne & Alidou, 2006; Bunyi, 2005 ; Châtry-Komarek, 2005 ; Cummins, 2000 ; Clegg, 2010 ; Heugh, 2006, 2006a; Ouane & Glanz, 2010 ; Qorro, 2004, 2009, Rubagumya, 2003, 2008 ; Rugemalira, 2005). Toutes ces publications déplorent les inconvénients de l'utilisation des langues internationales comme média d'éducation en Afrique et plaident pour l'utilisation des langues africaines. C'est un fait établi que l'utilisation des langues maternelles dans les systèmes éducatifs rendrait plus efficace le processus d'éducation et intégrerait facilement les connaissances et pratiques préexistantes au sein de la communauté (Djité, 2008 :79). Cette opinion est partagée en outre par les deux auteurs d'une étude continentale commanditée par l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) et l'UNESCO (Ouane & Glanz, 2010). Cette étude montre que la reconnaissance et le respect de la diversité linguistique et culturelle contribuent à la résolution des conflits et au développement social grâce à la mobilisation de l'ensemble de la population et favorisent les activités socioéconomiques régionales. Ceci est dû au fait que l'éducation en langues maternelles aide une masse importante de personnes à accéder à l'information, à la connaissance et à la technologie, ce qui contribue à la prospérité économique et à l'enracinement de la paix et de la démocratie. Selon les auteurs, l'usage des langues africaines dans l'éducation permettrait de construire une vision sociale et un système national qui rassemble toutes les ressources disponible, de trouver les solutions dans l'environnement immédiat et de faire participer la nation en question au chantier des connaissances (Ouane & Glanz, 2010: 15-20).

C'est un fait que la construction et l'appropriation des connaissances se font facilement lorsqu'elles sont mises en œuvre dans la langue maternelle de l'apprenant. Ceci est prouvé même au niveau tertiaire (Rhoda Kidami, 2005). Quand bien même le système éducatif tertiaire fonctionne dans une langue internationale, la langue maternelle africaine permet de mieux formuler, structurer, organiser et exprimer les idées en phrases significatives et de relier les nouvelles informations avec les connaissances antérieurement acquises, beaucoup mieux que la langue d'instruction (Mukama, 2008 : 479 ; 2009: 44-46). L'éducation en langues maternelles permet l'utilisation immédiate de la connaissance au bénéfice de toute la communauté et stimule la créativité. C'est à plus forte raison que Djité (2008 : 3)² fait remarquer ce qui suit :

« Aucun changement significatif et durable ne peut se produire en Afrique en dehors de ses langues et d'une participation totale de la majorité de sa population. La solution ne consiste pas à donner à chacun une bonne maîtrise de l'anglais, du français, du portugais ou de l'espagnol, mais à répliquer leurs modèles d'utilisation des langues locales dans les politiques et programmes de développement ».

L'éducation non-formelle à travers les média n'échappe pas à la règle. Deux récentes études d'audience ont montré qu'au Rwanda par exemple, la population préfère l'information en langue maternelle. Dans l'étude Rwanda Audience Survey 2009, (Media High Council, 2010 : 3), le kinyarwanda remporte 98,82% en milieu urbain et 97, 98% en milieu rural, au moment où l'anglais,

le français et le swahili ne compte que 0, 39% chacun. Dans Rwanda Media Mapping Baseline Report (Search for Common Grounds, 2010 : 23), au moins 69% des participants à l'étude préfèrent le kinyarwanda comme langue d'émissions radiophoniques, tandis que le français est élu à 18% et l'anglais à 11%. Ceci suggère que l'usage intensif de la langue nationale pourrait optimiser la réussite des politiques et des stratégies de développement en augmentant la participation active de la population dans ces programmes. Il faut que les politiques nationales soient vulgarisées et expliquées au peuple dans la langue qui leur est familière. En réclamant une part plus accrue des langues maternelles dans l'enseignement, l'on se doit néanmoins d'être plus pragmatique et d'échapper à ce travers qu'est le fanatisme. Calvet nous le dit bien en rappelant que les « besoins linguistique des individus et groupes varient selon les situations », ce qui « implique l'impossibilité d'une seule langue qui remplirait toutes les fonctions » communicatives (Calvet, 2002). Par conséquent, la valorisation des langues africaines doit se faire d'une manière qui ménage de la place aux langues étrangères qui assurent la communication officielle, régionale et internationale, au moyen d'un multilinguisme additif comme le suggère l'étude précitée (Ouane & Glanz, 2010: 25-26). Tout compte fait, la promotion des langues locales et régionales est une voie obligée si l'on veut démocratiser l'éducation et rendre les citoyens du bloc CEPGL-CEA plus capables. Car, s'il est vrai que l'anglais reste largement la langue de prédilection dans certaines organisations internationales et dans les négociations économiques internationales vue sa géopolitique et son statut de langue de diffusion internationale, il reste une langue minoritaire en Afrique de l'Est comme dans d'autres parties du continent (Bamgbose, 2011 : 2). Qui plus est, le nombre croissant de publications sur un éventuel recul de l'hégémonie de l'anglais incite à évaluer avec prudence le discours laudatif qui entoure cette langue et les vertus économiques, scientifiques et technologiques qui lui sont actuellement associés.

3. La langue anglaise vue sous son vrai jour

La prescription de l'anglais comme langue d'intégration résulte d'un *a priori* idéologique qu'il faut apprécier à la lumière des études récentes sur l'avenir de cette langue et les effets désastreux de la méfiance d'un bon nombre de ses locuteurs vis-à-vis d'autres langues internationales qui caractérise le monde anglophone. Si comme le dit Calvet (2002), la position hyper-centrale de l'anglais est indiscutable, son statut de langue globale, d'information et d'ascension sociale et économique n'est pas garantie pour l'avenir vu l'actuelle dynamique linguistique, de l'avis des experts en pronostic linguistique (Bel Habib, 2011 ; British Academy, 2009, 2011 ; Graddol, 1997 ; Oustinoff, 2012). Ce qui est inquiétant, c'est que les craintes sortent surtout des hautes institutions du monde anglophone lui-même. Ainsi, dans une étude réalisée pour le compte du British Concil, David Graddol (1997) arrive à des conclusions peu rassurantes sur l'avenir de l'anglais. Il indique que, bien que la langue anglaise continuera de jouir d'une popularité mondiale, étant donné le nombre élevé des ses locuteurs, sa dispersion géographique et sa place dans de nombreux domaines d'importance primordiale, sa position de prééminence sera menacée dans certaines régions et domaines où il est utilisé suite au changement en cours

de la structure politique, démographique et économique du monde, Dans le domaine économique, il fait observer que c'est le bilinguisme, le trilinguisme voire le quadrilinguisme qui dominera les relations commerciales plutôt que le monolinguisme, et que les langues des pays à économies émergentes viendront remodeler le paysage linguistique de l'économie mondiale (Graddol, 1997 : 56-61). Une étude récemment conduite par Ingela Bel Habib (2011) sur l'impact du multilinguisme sur l'export des PME de l'Union Européenne a montré qu'il en est effectivement ainsi. De plus, cette étude a montré que l'importance de l'anglais dans le commerce mondial a considérablement régressé ces dernières années, passant de 51% en 2000 à 29% en 2009 au profit des langues émergentes comme le chinois par exemple, dont le poids commercial a monté de 5% à 20% sur la même période (Bel Habib, 2011 : 4).

Parlons un peu de la configuration des langues sur Internet. Les données récentes signalent la perte d'espace de l'anglais et la monte en puissance de 9 autres langues sur la toile (Oustinoff, 2012 : 58-59). Si l'on s'en tient aux dernières statistiques publiées par Internet World Stats³, l'anglais (26,8%) est en train de battre en retraite au webosphère au profit des langues émergentes comme le chinois (24.2 %), l'espagnol (7.8 %), le japonais (4.7 %), le portugais, le français, l'arabe, etc., phénomène qu'on aurait difficilement envisagé il y a seulement dix ans. Cette révolution linguistique de l'inforoute indique qu'il faut prendre en compte d'autres langues si l'on veut tirer plus de profits de ce que l'univers scientifique peut offrir.

Même en Grande Bretagne, la tendance au monolinguisme est de plus en plus critiquée. C'est ce que révèle Levitt et al (2009) dans l'étude *Language Matters* réalisée pour le compte de la prestigieuse Académie Britannique. Cette étude constate les effets ravageurs du déficit en compétences en langues modernes chez les natifs et lauréats des universités britanniques. Ce déficit linguistique limite la participation et la performance des chercheurs britanniques dans les domaines de recherche nécessitant des connaissances avancées d'autres langues que l'anglais (surtout en sciences humaines et sociales), et les empêche de participer aux projets à dimension internationale où les compétences plurilingues sont requises aux membres des équipes de recherche. Ce déficit compromet les opportunités de carrière pour un certain nombre de chercheurs britanniques et leur compétitivité au niveau international et affecte négativement la recherche scientifique en sciences sociales et humaines car ils ne peuvent pas accéder à la documentation, pourtant très riche, publiée dans d'autres langues (British Academy, 2009 : 1-5 ; Levitt et al, 2009 :8). A ce propos, voici ce qu'on peut lire dans un récent article de l'Académie Britannique (British Academy, 2011 : 4)⁴.

« Nous ne pouvons plus prétendre que l'anglais est la langue globale par excellence au moment où 75% de la population mondiale n'en parle pas. A titre d'exemple, il est estimé que dans 20 ans la majorité des pages web seront en chinois. (...) Ces dernières années, on a assisté à la montée en flèche de publication et taux de citation d'articles scientifiques signés par les chercheurs asiatiques. Si le centre de gravité mondial de la recherche scientifique se désoccidentalise, il n'y aura plus de chance que l'anglais soit une langue de prédilection »

Le problème d'affaiblissement de la recherche n'est pas l'apanage des sciences sociales. Aux Etats-Unis, on observe une prise de conscience des effets néfastes du monolinguisme dans tous les champs de la recherche. Ce qui rend caduque la croyance selon laquelle l'anglais est la langue par excellence de la science et de la technologie. C'est ainsi qu'en 2007, l'Office de l'Information Scientifique et Technique du Département d'Energie a décidé de lancer une plate-forme multilingue internationale (WorldWideScience.org) qui permet d'exploiter dans 10 langues importantes l'information scientifique en provenance de 69 bases réparties dans 66 pays (Lederman, 2010 ; Lederman *et al.*, 2010 : 126 ; Oustinoff, 2012 : 66-67), et qui intègre une fonctionnalité de traduction automatique. Lederman et ses collègues révèlent la motivation derrière cette entreprise scientifique (Lederman *et al.*, 2010: 126)⁵:

« Sur presque quatre milliards de locuteurs de onze principales langues, seulement 510 millions (13%) d'entre eux parlent l'anglais. Sachons aussi que, selon Cybermetrics Lab, 63% des 400 principales banques institutionnelles de connaissances au monde ont des contenus dans d'autres langues que l'anglais. Ces deux facteurs soulignent l'importance de la recherche multilingue dans l'accélération du libre accès aux connaissances scientifiques car la seule recherche dans les bases des données anglophones laisse des grandes zones d'ombres dans l'information collectée ».

Wu Yishan, ingénieur en Chef à l'Institut d'Information Scientifique et Technique de la Chine (ISTIC) illustre en ces termes cette situation (cité par Lederman *et al.*, 2010 : 126)⁶:

« En 2008, au moment où les chercheurs chinois publiaient 110 000 articles dans des revues internationales enregistrées par Science Citation Index, ils publiaient en même temps 470 000 articles dans des revues locales chinoises. Si on ne peut pas accéder à ces 470 000 articles, il est impossible de se faire une idée réaliste de l'état des progrès scientifique et technologiques en Chine. Ainsi donc, le besoin de traduction mutuelle entre l'anglais et le chinois et de la recherche multilingue devient de plus en plus pressant. »

Ainsi, l'objectif ultime est de désenclaver les chercheurs anglophones afin d'améliorer leur productivité scientifique, en augmentant le 'taux de contact' avec les chercheurs d'autres zones linguistiques. Ce revirement d'opinion au sein des hautes institutions scientifiques du monde anglophone réaffirme que la science se fait dans d'autres parties du monde et qu'une grande partie des résultats de recherche sont codées dans des langues autres que l'anglais. La déduction est claire : pour être visionnaire, la CEPGL-CEA se doit d'être plus ouvertes en matière des choix linguistique, en ne voyant dans les langues africaines que de simples outils de communications, mais aussi des langues à potentialités économiques certaines. Ceci n'est pas sans inciter à réfléchir aux effets néfastes que la suppression du français dans les structures de recherche et d'enseignement supérieur rwandais risque d'avoir sur le rendement de la recherche scientifique, particulièrement en études rwandaises si l'on sait que ce domaine repose sur une documentation largement publiée en français. Dès lors que le français n'est plus à la mode au pays des mille collines, on court le risque d'avoir une génération d'universitaires coupés de leur passé, ne pouvant

pas exploiter dans leurs étude de nombreuses ressources qui ont été rédigées ou publiées en français depuis le début du XX^{ème} siècle. En quelque sorte, c'est faire table rase du passé et recommencer à zéro !

4. La valeur marchande des langues dans la zone CEPGL-CEA

Les considérations économiques dans la recherche sur le plurilinguisme et dans la planification linguistique est un domaine relativement nouveau (Bel Habib, 2011 : 7). A l'heure actuelle, il n'existe pas d'études détaillées sur la valeur des langues dans les échanges commerciaux régionales, c'est-à-dire, les langues dans lesquelles circulent les marchandises et dans lesquelles les affaires se font le mieux. En fait, c'est un fait connu que les négociations commerciales arrivent à une issue positive le plus souvent si chacun des partenaires se sent à l'aise en s'exprimant dans sa propre langue. L'on sait aussi que quand il s'agit de vendre, plutôt que d'acheter, la maîtrise de la langue de l'acheteur potentiel est cruciale (Maalouf, et al., 2008 : 16). Le concept de « valeur marchande de la langue » introduit par François Grin (Grin, 1997, 2002) rend compte de cette relation langue-économie. A un moment donné, une langue X a une valeur marchande lorsque parler cette langue facilite au locuteur de vendre des produits à une clientèle parlant la langue X et réalise davantage de profits, ou si un employé parlant la langue X se gagne davantage que ses confrères qui ne la maîtrisent pas (Grin, 2002 : 21). Considérons les données sur le commerce extérieur (exportation) et le tourisme rwandais à la lumière de ce principe.

Une étude conduite par la Banque Nationale du Rwanda⁷ sur le commerce transfrontalier informel entre mai 2009 et avril 2010 montre que la RDC est le premier partenaire commercial informel du Rwanda dans la région d'Afrique des Grands Lacs. Pendant la période considérée par l'étude, les transactions informelles entre le Rwanda et ses voisins s'élevaient à RWF 40 milliards (USD 67millions) dont 63% de ce montant avec le Congo. Ce qui est intéressant, c'est que ce commerce n'est pas déficitaire : les exportations ont généré RWF27, 6 milliards alors que les importations ont coûté RWF12,3 milliards, ce qui donne un surplus de RWF15,3 milliards. D'après cette étude, 80% du volume des exportations informelles étaient acheminés vers le Congo, ce qui montre que la balance commerciale du Rwanda est excédentaire sur la frontière rwando-congolaise. Ce commerce transfrontalier n'aurait certainement pas proliféré sans le rôle joué par plusieurs langues transfrontalières dont le français, le swahili, le kinyarwanda, le luganda, le lunyankore et le kirundi notamment. Les négociations commerciales ont besoin des langues pour arriver à leur fin. La promotion des langues transfrontalières est l'une des stratégies de développement de ce commerce.

Si l'on considère le commerce extérieur formel, les statistiques concernant les 21 premiers acheteurs des produits du Rwanda durant le dernier quart de 2011 montrent que 4 des 5 premières destinations des exportations du Rwanda sont des pays majoritairement francophones (NISR, 2012 : 16). Il s'agit dans leur ordre d'importance de la RDC (18,8%), la Suisse (16,0%), la Belgique (12,5%) et la France (11,7%). Le Kenya (16,1%) est le seul pays anglophone qui apparaît sur la liste des cinq. Or, ces 5 pays se taillent à eux seuls la part du lion avec

75,1% des exportations du Rwanda. Les 16 autres pays dont le Royaume-Uni (7^{ème}), l'Ouganda (10^{ème}) et les Etats-Unis (12^{ème}) se partagent une part des exportations du Rwanda équivalant à 23,2%. La dimension linguistique de ce commerce international devrait faire l'objet d'une attention particulière. Il faut absolument tenir compte des besoins linguistiques des clients potentiels, si l'on veut optimiser le rendement. L'enjeu linguistique ne se limite pas seulement à la langue d'échange et de validation des opérations financières, mais aussi à l'étiquetage, à la publicité, au langage des sites internet promotionnels, pour ne citer que ces quelques domaines.

Parlons maintenant du tourisme, l'un des piliers économiques du Rwanda. Selon les statistiques publiées par l'Agence Rwandais de Développement (RDB)⁸, sur les 700 000 visiteurs internationaux qui sont venus au Rwanda en 2009, 73% provenaient des pays limitrophes : soit 302 000 de la RDC, 111 000 de l'Ouganda, 97 000 du Burundi et 31 500 de la Tanzanie. Pour les visiteurs en provenance des pays non-africains, cinq pays (Belgique, France, Italie, Canada, Allemagne) dont les ressortissants sont ou ont plus de chances d'être locuteurs du français totalisent plus de la moitié (27 974) des ressortissant des pays typiquement anglophones dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, Pays-Bas, et l'Inde (53 349). Si l'on combine encore les chiffres des visiteurs potentiellement francophones en provenance de la RDC, du Burundi et des pays non africains, on voit qu'ils totalisent 61% de tous les visiteurs pour cette année là. En 2010, sur 666 000 visiteurs qui sont entrés au Rwanda, 526 000 d'entre eux, soit 80% venaient des pays voisins : 243 000 venaient de la RDC tandis que les autres quatre pays de la CEA totalisaient 283 000 visiteurs. Pour les visiteurs en provenance des régions hors Afrique, la proportion est de 32 694 pour les pays à tendance francophone contre 56 242 pour les pays à tendance anglophone.

Parlons un tant soit peu des échanges économiques entre la RDC et la CEA. D'emblée, notons que, suite aux effets de l'éloignement géographique qui décourage son commerce avec les pays lointains, la RDC fait du commerce presque exclusivement avec ou via ses voisins directs, notamment le Rwanda, l'Ouganda, l'Angola, la Tanzanie, le Congo-Brazzaville et la République Centrafricaine. A l'exception de ce dernier pays, tous ces autres pays comptent parmi les meilleurs en termes de PIB en Afrique subsaharienne. Sa grandeur et sa densité démographique entraînent une valeur élevée des importations, ce qui influe positivement sur les PIB des partenaires commerciaux voisins. A elle seule, la partie orientale de la RDC compte près de la moitié de sa population totale, ce qui représente un marché important pour les exportations des pays de la CEA. Outre la proximité géographique, les échanges économiques sont favorisés par la proximité linguistique et culturelle des communautés vivant de part et d'autre de sa frontière orientale. Des liens linguistiques qui vont souvent de pair avec des liens historiques et culturels favorisent les relations d'affaires et rapprochent les modes de consommations des populations frontalières, ce qui favorise le flux commercial sur les frontières. De plus, l'Est du Congo est riche en ressources naturelles vitales pour le développement économique de toute la région ; mais aussi, certaines de ces ressources, telle que la biodiversité du Rift Albertin requièrent une gestion intégrée et partagée par plusieurs pays qui serait difficile en faisant abstraction des populations et des langues locales.

Ainsi, l'un des moyens de développer les échanges économiques et commerciaux dans la région des Grands Lacs africains et le tourisme international est de promouvoir aussi bien les langues internationales (anglais et français) que les autres langues régionales qui ont un poids économique évident. Ecarter ces dernières au profit d'une seule lingua franca (anglais en l'occurrence) viendrait à la longue à hypothéquer les opportunités commerciales des millions de personnes qui les utilisent dans le vaste ensemble CEPGL-CEA. Toutefois, pour faire participer l'ensemble des peuples au chantier de l'intégration régionale, il faudra aussi donner beaucoup plus de place aux autres langues de moindre diffusion : langues tribales ou ethniques. De par leur valeur sociale, l'enseignement de ces langues peut donner aux communautés parlantes un sentiment de valorisation et d'estime de soi, ce qui atténue les préjugés et les tensions ethniques, et favorise la compréhension mutuelle, la coexistence pacifique et la stabilité sociale sur l'espace CEPGL-CEA. Si certaines de ces langues n'ont pas de valeur marchande en termes d'indicateurs commerciaux, leur promotion contribue néanmoins au phénomène de rapprochement culturel, qui peut favoriser les relations pacifiques, l'un des préalables à la croissance économique. Ces dernières années, on a assisté à un phénomène de rapprochement culturel dans le domaine artistique au sein de la CEA, où les artistes chanteurs-musiciens de différents pays travaillent ensemble, chantent ensemble, s'invitent mutuellement dans des manifestations, etc. Les initiatives de ce genre contribuent à la découverte d'autres cultures.

D'un autre point de vue, cependant, la promotion des langues vernaculaires, même de moindre diffusion, peut indirectement contribuer au développement du pays. En effet, l'intégration sociale des populations de la CEPGL-CEA devrait tabler sur une bonne compréhension de leurs cultures et philosophies encrées dans leurs langues. Cette redynamisation des langues et cultures locales peut contribuer au développement socio-économique stricto sensu, en faisant découvrir des solutions domestiques aux problèmes auxquels les sociétés sont confrontées. Ce recyclage culturel peut déboucher sur des outils de développement et de gestion des conflits très précieux, et de surcroît, facilement exportables d'un pays à l'autre sur base de proximité linguistique et des modèles ou patterns culturels partagés par toute la région. L'exemple du Rwanda est éloquent dans ce domaine de valorisation des connaissances indigènes. On soulignera jamais assez la contribution des outils comme *Gacaca* (juridictions participatives), *Imihigo* (contrat de performance), *Umuganda* et *Ubudehe* (entraide communautaire), *Itorero* (école traditionnelle de cadets), et *Girinka Munyarwanda* (contrat/ cadeau pastoral) au développement de ce pays. Ce pays a pu résoudre des problèmes épineux en puisant des solutions dans son réservoir culturel et linguistique (Ntakirutimana, 2011). Le rendement en terme économique n'est pas encore évalué, mais il doit être énormément élevé.

Conclusion

L'idée centrale que nous avons soulignée dans cet article est que, si on veut bâtir une communauté régionale durable, le rôle de la diversité linguistique doit être reconnu à tous les niveaux, car c'est en valorisant ce trésor multiforme que l'on pourra impliquer l'ensemble des peuples au projet d'intégration.

L'intégration régionale n'est pas affaire des seules institutions et des leaders ; elle est une affaire des peuples. Ceci est d'autant plus important pour la Communauté Est-Africaine dont les objectifs vont jusqu'à une fédération, non seulement économique et politique, mais aussi sociale et culturelle d'une région linguistiquement et culturellement diversifiée. Partant d'une approche qui tire partie des sciences économiques, l'économie de la langue, nous avons souligné que les langues internationales tout comme les langues africaines de la zone CEPGL-CEA ont une valeur marchande qu'il faut considérer dans l'élaboration des lignes directrices de cette communauté jumelle. Ainsi considéré comme source d'innovation et facteur d'intégration régionale, la diversité linguistique de cette région devrait retenir l'attention des décideurs politiques des Grands lacs et d'Afrique de l'Est. Vue son importance dans le développement économique de cette région, une politique linguistique non réductrice, mais ensembliste devrait être mise en place pour profiter au maximum ses potentialités linguistiques, humaines, culturelles et économiques.

En tant que cadre de production et de circulation des connaissances, les institutions d'enseignement supérieur et/ou de recherche, ont un rôle à jouer dans la promotion et protection de la diversité linguistique au service de l'intégration régionale. Pour s'acquitter de cette mission, les universités de la région devraient s'équiper d'une politique linguistique, pédagogique et académique conséquente. Il faut absolument renforcer les départements des langues et encourager le jumelage linguistique entre les universités francophones et anglophones (séjours d'immersion, échanges d'enseignant et chercheurs), mais pourquoi pas intégrer d'autres langues maternelles à valeur marchande certaine dans ce processus de coopération. Des expériences existent déjà dans la région : citons le CELAB (Mazunya, 2012) au Burundi pour l'immersion en français des enseignants en provenance de l'Afrique de l'Est, la coopération Rwando-Tanzanienne pour le développement du swahili au Rwanda dans les années 1980 ainsi qu'un accord dans ce sens récemment signé entre l'Université de Ngozi (Burundi) et l'Université de Kabale (Ouganda). Ceci peut être une solution où les moyens financiers limités ne permettent une éducation bilingue.

Parce qu'il est impensable que les échanges économiques de toute la région se fassent dans une seule langue, il est important que chaque pays ait une masse critique de cadres et de techniciens capables de travailler dans les différentes langues importantes de la région. Il s'agit du « multilinguisme sociétal » (Grin, 2010) et pas nécessairement individuel. Pour ce faire, on peut mettre en place des filières offrant la totalité ou une partie du cursus dans d'autres langues autres que la langue d'instruction du pays, des filières de traductions et d'interprétation et des filières langues+ (langues et commerce, langues et sciences de l'information, etc.). Le développement des ressources linguistiques multilingues régionales consultables en ligne pourrait faciliter un massif apprentissage des langues. Il faut aussi penser à la formation des réseaux de départements et centres de langues pour stimuler l'entraide linguistique. On pourra aussi mettre en place des centres d'enseignement des langues modernes et régionales. Ces centres offriraient des choix linguistiques variés et permettraient aux gens d'apprendre des langues secondes qui ont une valeur marchande à leurs yeux.

Références

- Bamgbose, A. 2011. African Languages Today: The Challenge of and Prospects for Empowerment under Globalization. In *Selected Proceedings of the 40th Annual Conference on African Linguistics*. Somerville, MA: Cascadilla Proceedings Project. www.lingref.com, document #2561.
- Bel Habib, I. (2011) *Multilingual Skills Provide Export Benefits and Better Access to New Emerging Markets*. Sens Public. International Web Journal. http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=869 Consulté le 15/07/2012.
- British Academy 2009. *Language Matters. A Position Paper*: <http://www.britac.ac.uk/policy/language-matters.cfm>: page consultée le 09/03/2012.
- British Academy 2011. *Language Matters More and More. A Position Statement*: London : British Academy. <http://www.britac.ac.uk/news/news.cfm/newsid/460> page consultée le 15/07/2012.
- Brock-Utne, B. & H. Alidou. 2006. Experience II - Active Students - Learning through a language they master. In: *Optimizing Learning and Education in Africa - the Language Factor. A Stock-taking Research on Mother-tongue and Bilingual Education in Sub-Saharan Africa*. Paris: ADEA.
- Brock-Utne, B. et al (Eds.) 2010. *Language of Instruction in Tanzania and South Africa - Highlights from a Project*. Rotterdam: Sense Publishers.
- Bunyi, G. 2005. Language practices in Kenya. In *Decolonisation, Globalisation: Language in Education Policy and Practice*. Clevedon: Multilingual Matters.
- Calvet, L.-J. 2002. « Les effets linguistiques de la mondialisation » http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=488: document téléchargé le 09/05/2007.
- Châtry-Komarek, M. 2003. *Literacy at Stake. Teaching Reading and Writing in African Schools*. Namibia: Gamsberg Macmillan Publishers.
- Chebet-Choge, S. 2012. "Fifty Years of Kiswahili in Regional and International Development". *The Journal of Pan African Studies*, vol.4, no.10, pp. 172-203.
- Clegg, J. 2010. "Language of Instruction and Quality of Learning in Tanzania and Ghana". *EdQual Policy Brief No. 2*: <http://www.edqual.org/publications/policy-briefs/pb2.pdf> - page consultée le 22/02/2012.
- Cummins, J. 2000. *Language, Power and Pedagogy: Bilingual Children in the Crossfire*. Clevedon: Multilingual Matters.
- Djité, P G. 2008.. *The Sociolinguistics of Development in Africa*. Clevedon, Buffalo, Toronto: Multilingual Matters.
- Graddol, D. 1997 [2000]. *The Future of English ? A Guide to Forecasting the Popularity of the English Language in the 21st Century*. London: The British Council. En ligne: <http://www.britishcouncil.org/learning-elt-future.pdf> Document téléchargé le 24/02/2012.
- Grin, F. 1997. Diversité linguistique et théorie économique de la valeur. In : *Lieux de l'intersubjectivité*. Paris : L'Harmattan.
- Grin, F. 2002. *L'économie de la langue et de l'éducation dans la politique d'enseignement des langues*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.
- Grin, F. 2010. Why multilingualism is affordable. In: *Seminario sobre lingua, sociedade l política en Galicia*. Santiago de Compostela, 4 mai 2010. <http://www.unige.ch/traduction-interpretation/recherches/groupe/elf/documents/elfwp6.pdf>

Heugh, K. 2006. 'Theory and Practice - Language Education Models in Africa: research, design, decision making, and outcomes' In *Optimizing Learning and Education in Africa - the Language Factor: A Stock-taking Research on Mother Tongue and Bilingual Education in Sub-Saharan Africa*. Paris: ADEA.

Heugh, K. 2006a. Cost Implications of the Provision of Mother-tongue and Strong Bilingual Models of Education in Africa. In: *Optimizing Learning and Education in Africa - the Language Factor. A Stock-taking Research on Mother-tongue and Bilingual Education in Sub-Saharan Africa*. Paris: ADEA.

Karangwa, J de D. 1995. *Le Kiswahili dans l'Afrique des grands lacs. Contribution sociolinguistique*. Thèse de doctorat, Paris : INALCO.

Kishe, A- M. 2004. Kiswahili as Vehicle of Unity and Development in the Great Lakes Region. In: *New Language Bearings in Africa*. Clavedon, Buffalo & Toronto: Multilingual Matters.

Lederman, A. 2010. "Breaking Down the Language Barriers » En ligne: <http://deepwebtechblog.com/breaking-down-the-language-barriers/>: page visitée le 09/03/2012

Lederman, A. *et al.* 2010 "Breaking down language barriers through multilingual federated search". *Information Services & Use*, n° 30, pp. 125-132.

Levitt R et al. 2009. *Language matters. The supply of and demand for UK born and educated academic researchers with skills in languages other than English: A study prepared for the British Academy*. Cambridge: RAND-Europe.

Maalouf, A. et al., 2008. *A Rewarding Challenge. How The Multiplicity of Languages Could Strengthen Europe*. Bruxelles: European Commission. En ligne : http://ec.europa.eu/languages/documents/report_fr.pdf téléchargé le 19/02/2012.

Mazunya, M. 2012. « L'expertise du CELAB en formation nationale et régionales des professeurs de français ». *Synergies Afriques des Grands Lacs*, n° 1, pp. 37-44.

Media High Concl (2010), *Rwanda Audience Survey 2009*. Executive Summary. Kigali. En ligne: www.mhc.gov.rw, page consultée le 04/03/2012.

Mugeta Neke, S. 2003. *English in Tanzania. An Anatomy of Hegemony*. PhD Thesis. Gent: Université Gent.

Mukama, E. 2008. "Students' interaction with web-based literature: towards dissolution of language boundaries". *Int. J. Knowledge and Learning*, Vol. 4, n°. 5, pp. 478-495.

Mukama, E. 2009. *Information and Communication Technology in Teacher Education Thinking and learning in computer-supported social practice* (Thèse de doctorat). Linköping: Linköping University.

NISR, 2012. External Trade Statistics Report - Fourth Quarter 2011. Kigali: NISR. <http://statistics.gov.rw/publications>. Page consultée le 18/07/2012.

Nogic, C. 2009. *Politics and Policy : An analysis of the policy environment and motivating factors behind the English Language Policy in Rwanda*. En ligne: <http://www.researchonline.mq.edu.au:9080/vital/access/BibliographyStatistics/Nogic,%20Claire?letter=Nguyen%2C+Thuy&highlights=true> Visité le 06/03/2012.

Ntakirutimana, E. 2002. *La langue Swahili comme base d'unification dans la région des Grands Lacs Africains*. (Thèse de Doctot). Québec : Université Laval.

Ntakirutimana, E. 2011. *Le Rwanda et la politique du saumon*. Butare : Editions de l'Université Nationale du Rwanda.

Ouane, A, and C., Glanz. 2010. *Why and how Africa should invest in African languages and multilingual education: an evidence- and practice-based policy advocacy brief*. Hamburg: ADEA/ UNESCO.

Oustinoff, M. 2012. L'anglais ne sera pas la lingua franca de l'Internet. In: *Net.Lang. Réussir le cyberspace multilingue*. Paris: C&F Editions.

Peterson2005Evaluation.pdf

Qorro, M. 2004. Popularising Kiswahili as the language of Instruction through the Media in Tanzania. In: *Researching the language of Instruction in Tanzania and South Africa*. Cape Town: African Minds.

Qorro, M. 2009. Parents' and Policymakers' insistence on foreign languages as media of education in Africa: restricting access to quality -for whose benefit?. In: *Languages in Education in Africa: A Comparative and Transdisciplinary Analysis*. Dicot: Symposium Books.

Republic of Rwanda (2008). Statement on cabinet resolutions of 08 October 2008. Kigali: <http://www.gov.rw/> page visitée le 10/11/2011.

Rhoda Kidami, P. 2005. "The use of an African language as Language of Instruction at University level: the example of Kiswahili Department at the University of Dar-Es-Salaam in Tanzania. Paper for Presentation at the Netreed Conference". En ligne: www.netreed.uio.no/conferences/conf2005/Rhoda

Rosendal, T. 2010. *LINGUISTIC LANDSHAPES A comparison of official and non-official language management in Rwanda and Uganda, focusing on the position of African languages*, (Doctoral Dissertation). Göteborg: University of Gothenburg.

Rubagumya, C. M. 2008. A three-tier citizenship: can the state in Tanzania guarantee linguistic human rights? In: *The Multilingual Citizen: Towards a Politics of Language for Agency and Change*. Cape Town: EdQual.

Rubagumya, C.M. 2003. English medium primary schools in Tanzania: a new linguistic market in education? In: *Language of Instruction in Tanzania and South Africa (LOITASA)*. Dar es Salaam: E&D Limited.

Rugemalira, J.M. 2005. "Theoretical and practical challenges in a Tanzania English medium primary school". *Africa & Asia*, n°5, pp. 66-84.

Search for Common Ground. 2010. *Rwanda Media Mapping Baseline Report*. Washington/Brussels : SCG. En ligne : www.sfcg.org/programmes/rwanda/pdf/Media_Mapping_Report.pdf, page consultée le 04/03/2012.

Wangwe, S. 2005 "Culture, identity and social integration: the Tanzania experience in social integration". In : *New Frontiers of Social Policy Conference, 12-15 décembre 2005*. En ligne : <http://siteresources.worldbank.org>, page consultée le 02/03/2012.

Notes

¹ Cet article est le résumé d'une communication scientifique faite dans le cadre d'un colloque international organisé conjointement par l'AUF et l'UNR sous le thème « L'enseignement supérieur et la recherche dans le contexte des Grands Lacs et Afrique de l'Est : Enjeux linguistiques pour l'intégration régionale » et tenu à Butare du 21 au 22 mars 2012.

² No significant and lasting change can occur in Africa without her languages and without the full participation of the majority of the people. The solution to empowering the masses in Africa is not in making everyone fluent in English, French, Portuguese or Spanish, but in replicating their patterns of local language use in development policies and programs.

³ Voir Internet World Stats «Top Ten Languages on Internet» sur www.internetworldstats.com/stats7.htm- consultée le 04/03/2012.

⁴Language learning has significant benefits for the development of the abilities of individuals. In addition, the value of education and skills, including languages, becomes all the more important in turbulent times. The necessity for UK students to compete within a global economy requires us to exploit to the full the advantages that lie at the heart of a robust HE system. We can no longer assume that English is the global language par excellence - 75% of the world's population do not speak English. For example, it has been estimated that within 20 years most pages on the internet will be in Chinese. (...) Recent years have seen a sharp rise in both the publication and citation rates of scientific papers authored by Asian researchers.⁸ If the global centre of gravity for scientific research shifts eastwards, there is no guarantee that English will be the preferred language.

⁵ Of the nearly four billion speakers of the eleven most spoken languages only 510 million (13%) speak English. Consider also that, according to Cybermetrics Lab, 63% of the world's top 400 institutional repositories have non-English content. These two facts underscore the importance of multilingual search in accelerating the sharing of scientific knowledge as English-only search applications leave very large holes in content coverage.

⁶ In 2008, while Chinese scholars published 110,000 papers in international journals recorded by Science Citation Index, they also published 470,000 papers in domestic Chinese journals. Without accessing these 470,000 papers, it is impossible to obtain a realistic feeling about the thrust of scientific and technological advancement in China. Therefore, the need for mutual translation between English and Chinese and for cross-language retrieval is increasingly urgent.

⁷ Voir l'article "Rwanda to benefit from the Northern Corridor fund" sur www.minicom.gov.rw/spip.php?article143, page consultée le 06/03/2012.

⁸ Voir les statistiques touristiques sur <http://www.rdb.rw/welcome-to-rwanda/tourism-research-and-statistics.html>: page consultée le 08/03/2012.